

Décret inscription: "Jusque quand devons nous sécher les larmes de nos enfants?"

CONTRIBUTION EXTERNE Publié le dimanche 24 avril 2016 à 16h10 - Mis à jour le dimanche 24 avril 2016 à 22h29



OPINIONS (/DEBATS/OPINIONS)

Une opinion de José Fernandez.

La problématique du décret inscription va - dès ce lundi - revenir sur le devant de la scène médiatique, avec le démarrage des inscriptions dites "chrono" pour les élèves sans écoles à Bruxelles (1287 enfants à l'heure actuelle).

Le décret inscription : arme de destruction massive de la cohésion sociale.

Comme près de 1.200 familles, nous voilà à notre tour plongés dans les désastreuses conséquences du décret inscription. Notre fille cadette se retrouve à l'heure actuelle sans école. Notre histoire n'est pas très différente de celle de centaines de familles bruxelloises : nous avons fait un choix, il y a 9 ans déjà, de scolarité pour notre fille. C'est une élève brillante, motivée, disciplinée qui voudrait plus tard faire des études de médecine. Et elle ne pourra sans doute pas rejoindre l'établissement qui l'aurait préparée à ce cursus de la manière la plus favorable à nos yeux, établissement qui se trouve en face de son école primaire à Laeken, situé à 1 km de notre domicile dans la même commune.

Comme beaucoup d'autres familles, depuis quelques jours, les scénarii catastrophes se succèdent : comment faire face à la nécessité de mettre notre fille dans une école de l'autre côté de la ville, lui faire prendre 3 trams à 12 ans pour 1h30 de trajet... Déménager ? Arrêter de travailler (alors que nous sommes indépendants) ?

L'opacité du décret et ses règles d'application font qu'il est très difficile d'anticiper quoi que ce soit. Nous étions convaincu que notre indice composite, de 5,669, lui permettrait sans doute d'y arriver. Las, la CIRI nous a communiqué la semaine dernière ses résultats : elle est en liste d'attente dans les deux écoles de son choix.

Décret idéologique

Ce décret a été construit sur un dogme idéologique : celui qui veut que pour pallier à l'absence d'équité sociale dans le monde à l'extérieur, il fallait la "décréter" au sein des enceintes scolaires, microcosme de notre société. Le PS l'a voulu et le cdH de Joëlle Milquet l'a docilement mis en oeuvre, en se révélant, malgré les promesses, incapable d'y intégrer un critère au demeurant prépondérant pour nos enfants, celui lié à la pédagogie.

Ce décret idéologique s'est fondé sur deux postulats intellectuellement faux : le premier, celui qui consiste à croire qu'un enfant est égal à un autre enfant. Quels que soient les choix, envies, capacités ou rêves, le décret considère que nos enfants sont interchangeable comme des numéros dans un dossier administratif.

Le deuxième postulat tout aussi cynique, c'est celui qui voudrait qu'une école est égale à une autre école : quel que soit les choix, envies, capacités ou rêves de leurs directions, une école est égale à une école.

Les études le démontrent désormais, ce vœu pieux, au demeurant fort louable de mixité sociale est un échec : les études de la FWB montrent clairement que la mixité sociale n'a guère évoluée au sein des établissements. Au contraire, la prépondérance donnée au critère géographique a même renforcé les écoles-ghettos que l'on voulait pourtant sauver...

Effets pervers

Mais les effets du décret vont bien au delà de leur impact psychologique et logistique sur les familles. D'abord le décret a créé un véritable marketing de l'offre scolaire : une école complète est réputée "bonne", une école "incomplète" et bien forcément, c'est qu'il y a un problème... Tout cela est parfaitement visible sur le site de la FWB. Le remède est pire que la maladie qu'il prétendait soigner.

Et surtout, et c'est sans doute cela le plus dramatique, le décret tue la solidarité et la cohésion sociale : les parents déploient des stratégies individualistes qui sont le fruit direct de la logique du décret : puisque liste il y a, il faut donc faire en sorte d'être "avant" les autres. On se replie sur son problème immédiat qui par définition mathématique se résoudra si celui de votre voisin s'accroît... D'ailleurs, le problème se pose tous les ans, mais avec des familles différentes, et donc il disparaît au bout de quelques mois...

Alors, Madame Schyns, que comptez-vous réellement faire?

Jusqu'à quand devons-nous continuer à sécher les larmes de nos enfants déboussolés, perdus, qui vivent comme une injustice totale ("je travaille bien à l'école, mais mon voisin qui n'étudie jamais lui aura une place et moi pas"...) les conséquences de ce décret qu'ils ne comprennent pas (comme beaucoup de familles d'ailleurs)?

On peut malheureusement supposer que votre métier de femme politique vous pousse en premier lieu à résoudre les problèmes qui se traduisent en voix pour vos prochaines élections... Et quand on sait que l'essentiel des effets néfastes du décret se situe à Bruxelles – alors que vous êtes une élue verviétoise – on peut supposer que vous en ferez encore moins que votre désormais inculpée, mais néanmoins bruxelloise, prédécesseur à ce poste ...

Et surtout, quand est-ce que nos femmes et hommes politiques vont-ils réellement faire preuve de vision stratégique ? La problématique démographique bruxelloise, singulièrement dans les communes du nord de la région n'est pas nouvelle : cela fait maintenant 10 ans que l'on nous prédit apocalypse scolaire qui est train de se produire.

Amateurisme politique

En fonction des études et de leurs projections, on évalue entre 16.000 et plus de 30.000 les places à créer dans l'enseignement bruxellois pour faire face à la demande. Il faut en moyenne 10 années pour faire sortir une école de terre (une vraie, pas un container de tôle mal isolé...).

A Laeken, plus que partout ailleurs, la situation est alarmante depuis 2008. Le manque de vision et d'anticipation ont amené de manière absurde les politiques à construire – et c'est tout à leur honneur – de nombreux logements supplémentaires situés à Neder-over-Hembeek par exemple... Sans y avoir anticipé que les familles qui viendraient s'y installer auraient besoin d'écoles pour leurs enfants... Une telle inefficacité politique fait peur et ne peut être elle aussi que source de fracture de la cohésion, politique cette fois, entre une population qui n'en peut plus de constater l'amateurisme permanent de ses édiles politiques et la réalité de leur vie quotidienne.

Contribution externe

Sur le même sujet :

- "Le décret inscription conduit l'enseignement à vive allure dans un cul-de-sac idéologique" (</debats/opinions/le-decret-inscription-conduit-l-enseignement-a-vive-allure-dans-un-cul-de-sac-ideologique-55e56c103570ebab3d745a57>)
- "Madame Milquet, vous prétendez rendre l'école aux enseignants mais..." (</debats/opinions/madame-milquet-vous-pretendez-rendre-l-ecole-aux-enseignants-mais-55a27aa53570e4598ce759c8>)
- Elèves, entrez dans le rang... (</debats/opinions/elevs-entrez-dans-le-rang-558440303570172b1226e1cf>)

34 commentaires

Trier par **Meilleurs**



Ajouter un commentaire...